

Rapport de l'Institut Montaigne : « Prêts pour l'Afrique d'aujourd'hui ? »

Quelques réflexions libres

« La parole est un fruit dont l'écorce est bavardage, la chair éloquence et le noyau bons sens » dit un vieux proverbe africain. C'est la réflexion que m'inspire une lecture même rapide du récent rapport de l'Institut Montaigne consacré « encore » à l'Afrique et opportunément intitulé sous forme d'une interrogation : « Prêts pour l'Afrique d'aujourd'hui ? ».

Il est vrai que depuis les années 60 dites des indépendances, du moins pour les quatorze pays francophones anciennes colonies françaises, l'abondance et la diversité de la réflexion et de la littérature sur l'Afrique a pour l'essentiel oscillé entre deux pôles :

- Celui des afro-pessimistes qui pendant une quarantaine d'années, n'ont cessé – à différents degrés - de stigmatiser le continent africain, ses dirigeants et ses peuples, au motif que cette partie du monde, terre de corruption endémique, de dictature, de guerres civiles, d'insécurité et de coups d'état, ne pouvait s'ériger en véritable partenaire de confiance, vertueux et productif du reste du monde et que poursuivre dans la voie des aides et de l'assistance ne servait plus à rien et qu'il fallait y limiter notre présence...tout en y préservant à tout prix nos intérêts. Ce pessimisme s'est tout de même largement tempéré.
- Celui des afro-optimistes, souvent d'un optimisme naïf et béat, qui, sous l'effet de la mondialisation, de la médiatisation culpabilisante autour de la pauvreté et de la nécessité pour l'Europe de prendre toute sa part dans le développement et ses bienfaits, se sont davantage concentrés sur les bénéfices attendus des transitions et transformations profondes et accélérées du continent, sur les plans démographique, politique, social, technologique, numérique et culturel. L'Afrique, globalement comme dans la diversité de son espace géographique et humain, devait désormais être perçue comme l'avenir du monde, un formidable réservoir d'opportunités économiques et d'échange pour une Europe malade, incapable de générer une croissance forte autour d'une cohésion sociale solide. L'Afrique mérite donc plus de considération, d'attention et de solidarité, dans notre propre intérêt.

Si ces deux grands champs de réflexion ont pu s'appuyer sur des analyses et justifications historiques propres, elles pèchent désormais car l'Afrique, confrontée au terrorisme islamique, ne peut plus être perçue soit comme le continent du désespoir et du découragement ou celui de promesses et d'espérances.

Nous devons donc, d'abord nous français, qui avons une histoire partagée et une culture commune avec l'Afrique, changer notre regard sur l'Afrique en ayant aussi le courage de jeter un regard sur notre propre regard. Et c'est précisément le mérite du rapport de l'Institut Montaigne que d'avoir fait l'effort d'examiner avec objectivité et honnêteté intellectuelle les transformations et transitions qui traversent le continent comme chacun des pays africains. L'heure n'est plus à la critique systématique ou à la glorification aveugle – car nous n'avons pas de leçons à donner ni d'obligation de tout accepter - mais à une forme de réalisme capable d'embrasser la complexité des situations elles-mêmes mouvantes pour proposer des voies originales et des moyens adaptés en vue de

construire un partenariat moderne, confiant, mutuellement respectueux et exigeant, débarrassé de tout paternalisme et respectueux des nouvelles générations africaines qui attendent de nous un accompagnement durable des talents en émergence et pas de condescendance.

Si, comme le souligne justement ce rapport, l'Afrique n'attend pas la France, il convient tout de même de rappeler que, depuis une vingtaine d'années, nos gouvernements de droite comme de gauche en sont largement responsables. En effet, la réforme de la coopération à partir de 1998, s'est accompagnée d'une baisse importante et rapide de notre APD qui explique entre autres facteurs le déclin de la France sur le continent, en particulier en termes commerciaux, même si par ailleurs notre engagement militaire contre le terrorisme islamique accroît et renforce notre présence.

Alors, repenser et refonder les relations entre la France, l'Europe et l'Afrique pour construire une nouvelle relation est un impératif pour stopper le déclin constaté, freiner les ardeurs de certains pays émergents davantage attentifs à leurs intérêts commerciaux à court terme qu'aux vertus politiques des transformations en cours et maîtriser les défis migratoires

Le rapport fait neuf propositions pour le quinquennat qui vient de s'ouvrir. Si les propositions n°1 et n° 8 ont le mérite de vouloir attribuer à la France une responsabilité accrue dans la refondation attendue au niveau européen – et encore faut-il s'interroger sur la pertinence d'un axe franco-allemand - , il convient surtout de reconstruire une relation franco-africaine apaisée, exigeante à tous les niveaux et surtout, comme le soulignent d'autres propositions du rapport, mettre en quelque sorte « le paquet » sur les startups, les TPE, PME et ETI, les partenariats public-privé , d'encourager les visas économiques et étudiants et de gagner ensemble la bataille de l'éducation et de la formation.

Vu du côté du CEPS, si ce rapport est une contribution utile, importante et novatrice dans la perspective du 5^{ème} sommet Afrique-UE en novembre prochain à Abidjan, il est tout aussi important de relancer et renforcer les sommets Afrique-France qui ont perdu beaucoup de leur substance. Autrement dit, pour rénover en profondeur la relation Franco-Africaine et travailler à la cohésion sociale sur le continent, il est essentiel de créer les conditions de lutte contre la pauvreté de notre propre APD avant de prétendre lutter contre la pauvreté sur le continent.

Il ne suffit donc pas d'être prêts pour l'Afrique d'aujourd'hui mais de se préparer à être un vrai partenaire de l'Afrique de demain.

William Benichou

Conseiller Diplomatique du CEPS